



Supplément santé - l'union

9e édition Octobre Rose : les femmes de nouveau invitées à se faire dépister

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

La campagne Octobre Rose s'est ouverte le samedi 1er octobre dernier au Gabon sous le thème " la vie saine ". Guy-Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé et des Affaires sociales procédait, avec sa collègue déléguée Justine Lembimbi-Mihindou, au lancement de cette neuvième édition de la campagne de lutte contre les cancers féminins initiée au Gabon par la première dame Sylvia Bongo Ondimba à travers sa Fondation Sylvia Bongo Ondimba. Pour la

même circonstance, la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda encourageait les femmes à se faire dépister. "Le cancer du sein n'est pas une fatalité. Mesdames, il n'y a pas une seconde à perdre, rendez-vous dans un centre de santé et faites-vous dépister. C'est simple, c'est gratuit et ça peut sauver la vie", indiquait-elle. Comme les éditions précédentes, Octobre Rose donnera lieu à des sensibilisations sur les cancers du col de l'utérus et du sein, au dépistage gratuit. L'objectif étant de réduire la mortalité liée à cette pathologie insidieuse. Au Gabon, la probabilité de développer un

cancer avant l'âge de 75 ans est de 9,7 %. 70 % des malades arrivent dans les structures spécialisées à un stade déjà avancé. Pour inverser cette tendance, les plus hautes autorités s'activent depuis neuf ans à intensifier la lutte durant le mois d'octobre. Plus rapidement le cancer est dépisté, plus les chances d'en guérir sont importantes. La précédente édition d'Octobre Rose a permis de dépister 12 324 femmes contre le cancer du sein et 9 751 contre le col de l'utérus. 766 cas suspects sur tout le territoire ont été identifiés et 54 biopsies ont été réalisées.



Photo: DR

ARV: le problème de finances demeure

La rupture d'antirétroviraux (ARV) a fait l'actualité pendant de longues semaines. Si tout semble être rentré dans l'ordre ces derniers temps, rien ne permet d'affirmer que le problème soit définitivement résolu.

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

Depuis 2016, on assiste à des ruptures répétitives des stocks d'ARV, entraînant au passage leur pénurie dans toutes les structures de prise en charge du VIH/Sida. La plus récente est celle d'avril 2022. Les centres de traitement ambulatoires (CTA) sont restés vides jusqu'à ce qu'interviennent les plus hautes autorités en août dernier. Une quantité suffisante d'antirétroviraux a été réceptionnée par les autorités sanitaires pour garantir la disponibilité des stocks sur l'ensemble du territoire. Le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Guy Patrick Obiang Ndong, faisait d'ailleurs le tour des structures de prise en charge du VIH pour se rendre compte de l'effectivité de la livraison de ces antirétroviraux. La disponibilité de ces médicaments a donc permis de répondre à une situation préoccupante.

Toutefois, si tout semble rentrer dans l'ordre, on craint que ce ne soit qu'une accalmie de courte durée. Le problème d'indisponibilité des antirétroviraux au Gabon est profond et serait de nature pérenne, selon des informations reçues d'une source qui a requis l'anonymat. En effet, la subvention allouée à l'achat des antirétroviraux serait versée de façon irrégulière

aux services compétents. L'État remplit péniblement sa mission ; le ministère des Finances et le Trésor Public auraient les pleins pouvoirs dans le décaissement des fonds. Et ces derniers accusent un retard dans le versement des ressources destinées aux ARV quand elles ne sont pas versées à moitié. "On résoudrait définitivement la pénurie des ARV si le budget dédié à l'achat des médicaments était régulièrement et entièrement versé à la Direction générale de la prévention du Sida. On ferait une seule commande en début d'année et on satisferait tous les PPVIH. Malheureusement, ce budget est saucissonné. En janvier 2022, 400 millions ont été sortis des caisses par le Trésor public et 585 millions en avril. Deux livraisons des ARV ont donc été faites durant l'année en cours ", a indiqué notre source.

Précisons que le budget affecté en 2019 pour l'achat des ARV s'élevait à 3,5 milliards. Depuis 2020, la subvention tourne autour de 2,1 milliards. Au cours des trois dernières années (2020,2021,2022) le budget global pour l'achat des ARV a été évalué à 6,3 milliards.

Regards tournés vers le gouvernement * En 2022, 30 % des 2 milliards destinés aux antirétroviraux ont été versés aux services compétents. Ce qui a pu résoudre seulement une partie du problème. Or, le



Photo: DR

Des ruptures qui peuvent être évitées.

processus de fabrication des ARV serait lancé à partir du moment où l'entreprise agréée de l'OMS reçoit l'argent de l'État gabonais. Et lorsque les autorités compétentes tardent à mettre à disposition

les ressources nécessaires à l'achat des médicaments, cela entraîne des répercussions sur les commandes. "Dès lors qu'on attendra la subvention de l'État, on assistera toujours à des pénuries

des ARV ", a poursuivi la source. Pour répondre très rapidement à la pénurie d'avril dernier, une commande d'urgence des ARV à hauteur de 500 millions aurait été lancée auprès du fournisseur Sprukfield. En entendant de trouver des solutions pérennes aux pénuries récurrentes des ARV, le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida) préconisait récemment aux autorités gabonaises à recourir à wambo.org.

"Cet outil fournit des informations à jour sur les produits disponibles, les prix, les délais de livraison attendus et le suivi. Wambo.org est à la fois sûr et fiable pour que les acheteurs et les fournisseurs puissent s'accorder sur l'achat de marchandises de qualité garantie tout en réduisant les délais et le risque financier", indiquait Françoise Ndayshimiye, directrice pays de l'organisation onusienne.

Les chiffres de la situation épidémiologique du VIH/Sida au Gabon

SELON un rapport publié en avril 2021 par le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), la prévalence nationale du VIH au Gabon est estimée à 3 % en fin 2020, avec 4,6 % chez les femmes et 1,6 % chez les hommes. On estime, en fin 2020, à 46 000 personnes vivant avec le VIH et 24 208 personnes qui sont sous ARV. Durant cette période, 760 personnes ont été

nouvellement infectées par le VIH et 660 personnes sont décédées de maladies liées au Sida. Sur neuf provinces, cinq affichent une séroprévalence supérieure à la moyenne nationale. Il s'agit du Woleu-Ntem (7,2 %), du Moyen-Ogooué (5,8 %), de la Ngounié (4,9 %), du Haut-Ogooué (4,2 %) et de la Nyanga (4,2 %).